



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE AUSTRALE

Une publication du SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE PRETORIA

N°43 – 22 au 29 octobre 2022

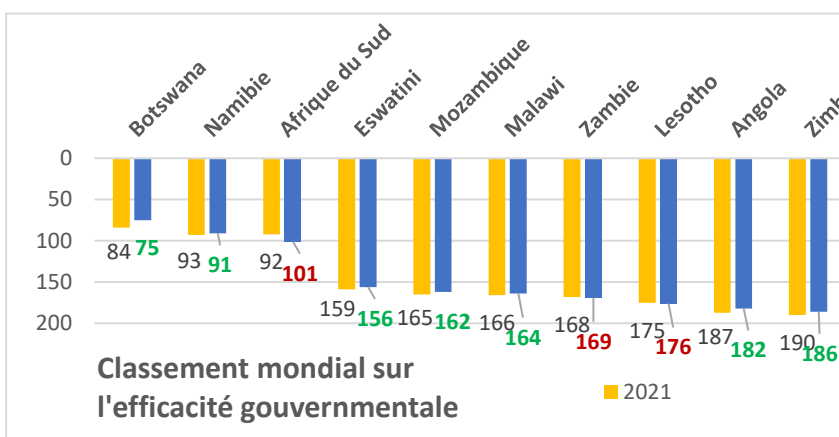
Au programme cette semaine :

- **Afrique du Sud** : Tongaat Hulett SA a entamé une procédure volontaire de sauvetage de son entreprise
- **Angola** : Le PIB de l'Angola atteindra 124,5 Mds USD fin 2022 selon le FMI
- **Botswana** : La Banque centrale maintient son taux directeur à 2,65%
- **Namibie** : La compagnie maritime suisse MSC remporte l'appel d'offre de NamPort
- **Malawi** : Le FMI conclut un accord de principe pour un financement d'urgence
- **Mozambique** : La banque africaine de développement a approuvé un don de 2,5 M USD au gouvernement mozambicain pour développer des énergies renouvelables

Zoom sur... la publication de l'indicateur d'efficacité gouvernementale de la Banque mondiale pour 2022

La Banque Mondiale a récemment publié son indicateur d'efficacité gouvernementale pour l'année 2022.

Il s'agit d'un indicateur sur 100 points, qui classe 209 pays en fonction de la crédibilité du gouvernement, de la qualité de la fonction publique et de l'impact des politiques publiques. L'efficacité gouvernementale est globalement limitée dans la sous-région, 7 pays sur 10 faisant partie des 25% de nations les moins bien notées. De fortes disparités existent néanmoins au sein de la zone : le Botswana (75ème) et la Namibie (91ème) figurent ainsi dans la première moitié du classement, l'Afrique du Sud (101ème) au milieu de celui-ci, tandis que la Zambie (169ème), le Lesotho (176ème), l'Angola (182ème) et le Zimbabwe (186ème) y occupent une position très défavorable. L'évolution des pays a été inégale au cours de l'année 2022, certains enregistrant une nette progression (+9 rangs pour le Botswana, +5 pour l'Angola, et +4 pour le Zimbabwe), d'autres au contraire une dégradation (-9 rangs pour l'Afrique du sud).



Afrique du Sud

Le Ministre des Finances présente son budget de mi-parcours

Le 26 octobre, le ministre des Finances a présenté devant le Parlement son budget de mi-parcours pour l'exercice 2022-2023. Malgré un contexte économique dégradé (les prévisions de croissance pour 2022 ont été abaissées à 1,9%, soit une baisse de 0,3 point par rapport au budget initial présenté en février), les revenus de l'Etat, tirés par l'augmentation des recettes d'impôt sur les sociétés, ont en parallèle été révisés à la hausse de plus de 6%. Si 40% de cette «cagnotte fiscale» sera absorbée par une augmentation des dépenses (transferts d'urgence aux entreprises publiques SANRAL, Transnet et DENEL à hauteur de 30 Md ZAR, hausse de la rémunération des fonctionnaires, et révision à la hausse des dépenses d'approvisionnement dans un contexte marqué par une accélération de l'inflation), le ministère des Finances souhaite mobiliser la majorité de celle-ci pour réduire le niveau du déficit budgétaire, qui devrait atteindre 4,9% du PIB, en baisse de 1,1 point par rapport aux prévisions initiales. Le gouvernement s'est également engagé, comme attendu, à reprendre une partie (à hauteur d'un à deux tiers) de la dette d'Eskom, qui représente 400 Md ZAR, soit près de 9% du PIB. Les modalités précises de cette reprise de dette seront apportées lors de la présentation du budget initial pour l'exercice 2023/2024 en février prochain.

Tongaat Hulett SA a entamé une procédure volontaire de sauvetage de son entreprise

Avec une dette qui s'élève à 6,3 Mds ZAR (350 M USD) et qui continue de croître, Tongaat Hulett ne peut désormais plus rembourser ses créanciers et se retrouve sans liquidité. Alors que la situation de l'entreprise sucrière est critique, une enquête de PwC a révélé que les bénéfices de la société avaient été surévalués de 239% et

ses actifs de 34%. Dès lors, la société a été soutenue par des prêteurs sud-africains qui l'ont aidé à faire face à ses contraintes de liquidité. À cet égard et pour combler un déficit de fonds de roulement de 1,5 Mds ZAR, les prêteurs ont avancé une nouvelle facilité d'emprunt à court terme de 600 M ZAR, qui aurait dû être aujourd'hui remboursée. Mais les efforts de redressement ont été entravés par la pandémie, les inondations au KwaZulu-Natal et un mauvais entretien des infrastructures qui ont mené les prêteurs à ne plus vouloir financer le nouveau plan de restructuration que propose l'entreprise. En effet, ces facteurs ont ajouté une pression importante sur les liquidités de la société et ont contribué à accentuer ses besoins en fonds de roulement requis pour l'exercice 2023. En l'absence de nouvelles ressources financières, le conseil d'administration a été contraint de déclarer l'entreprise en «détresse financière». Cette situation constitue un sinistre significatif pour le secteur agricole. L'entreprise opère dans les secteurs du sucre, de l'éthanol, de l'alimentation animale, du bétail et de l'immobilier et a une empreinte significative dans toute l'Afrique australe. Les opérations de l'entreprise au Botswana, au Mozambique et au Zimbabwe ne sont pas affectées pour l'instant.

Le nouveau plan de réseau d'Eskom indique que 53 GW de nouvelles capacités seront connectées d'ici 2032

Dans la dernière édition de son plan de développement de la transmission (TDP2022) qui couvre la période 2023-2032, Eskom annonce la nécessité d'investir un total de 72,2 Mds ZAR (4 Mds USD) au cours des cinq prochaines années, notamment pour l'installation de nouveaux transformateurs. Le plan décennal entend également construire 14 218 km de nouvelles lignes de transmissions haute tension, dont 80% seront construites les cinq années suivantes. A noter que certaines régions d'Afrique du Sud souffrent d'un manque de connexion au réseau qui est majoritairement concentré autour des grandes villes. Par ailleurs, le plan suppose que le déficit énergétique que subit le pays aujourd'hui sera comblé en grande partie grâce à l'électricité issue d'énergies éolienne et photovoltaïque,

soutenus par certaines centrales au gaz et le déploiement du stockage par batterie. D'ici 2032, le TDP2022 estime que la production de charbon diminuera de près de 30%, passant de 39,4 GW à 27,9 GW. L'Afrique du Sud espère développer sa capacité installée en mettant l'accent sur les énergies renouvelables.

Le Service Economique Régional de l'Ambassade de France à Pretoria a organisé avec ses partenaires un séminaire sur l'efficacité énergétique des bâtiments

Mardi 25 octobre s'est tenu un séminaire sur l'efficacité énergétique des bâtiments, animé par des acteurs français et sudafricains. Ce séminaire rassemblait des entreprises privées et des représentants publics autour des sujets de politiques publiques, de financement et des outils à mettre en œuvre pour accélérer la transformation des bâtiments. Les bâtiments sont en effet à l'origine de 43% des émissions de gaz à effet de serre (GES) à l'échelle mondiale et cette rencontre était un moyen pour l'Afrique du Sud de tirer parti de l'expérience acquise en France. Les participants ont ainsi pu explorer les politiques, expériences et initiatives visant à développer l'usage des technologies et des normes d'efficacité énergétique. Des intervenants français du ministère de la transition énergétique, de l'ADEME et de Proparco sont venus décrire les mesures incitatives qui ont été mises en place en France et les différentes manières pour le secteur public de financer la transition. Des acteurs du secteur public sudafricain sont intervenus en écho pour décrire les efforts nationaux. Enfin de grandes entreprises françaises ainsi que des architectes ont décrit les initiatives existantes pour soutenir la transition.

Angola

Nationalisation des participations d'Isabel dos Santos et du général « Dino » dans la compagnie Unitel.

Le Président angolais João Lourenço a fait paraître un décret portant sur l'appropriation par l'Etat des participations de Vidatel Limited et Geni SA, qui détenaient chacune 25% au capital capital d'Unitel SA. Unitel est la plus grande compagnie angolaise de téléphonie mobile avec une part de marché de 80 %. Les actions des deux entreprises sont considérées comme transférées à l'Etat indépendamment de toute formalité et la gestion de cette participation est désormais attribuée à l'agence des participations de l'Etat (IGAPE).

Le PIB de l'Angola atteindra 124,5 Mds USD fin 2022 selon le FMI

Selon les prévisions du FMI faites à la veille des réunions annuelles des institutions de Bretton Woods à Washington, le PIB de l'Angola s'élèverait fin 2022 à 124,8 Mds USD. L'Angola se classerait alors à nouveau comme la troisième économie d'Afrique subsaharienne, après être tombé à la huitième place en 2021. Les deux plus grandes économies d'Afrique subsaharienne sont le Nigeria (PIB de 504 Mds USD) et l'Afrique du Sud (PIB de 411,5 Mds USD).

Moody's rehausse la perspective de sa notation souveraine à positive

Le 20 octobre, Moody's a relevé la perspective de la note souveraine de l'Angola de stable à positive - maintenant la note à B3, soit 6 crans en dessous de la catégorie d'investissement. L'agence justifie d'abord sa décision par une amélioration significative de la situation financière de l'Angola. Moody's salue en particulier les réformes et l'effort de consolidation budgétaire entrepris par le gouvernement Lourenço. Selon les projections de Moody's, la dette publique devrait se stabiliser aux alentours de 40% du PIB à l'horizon

2025. L'agence rappelle toutefois l'extrême dépendance de l'Angola aux revenus pétroliers et la fragilité de sa position extérieure face à la volatilité des prix du Brent. Elle mentionne également un risque de perte d'attractivité pour l'Angola, qui accuse un retard important dans la lutte contre le dérèglement climatique, dans un contexte d'appétit croissant du secteur financier pour les investissements durables.

Botswana

La Banque centrale maintient son taux directeur à 2,65%

Le comité de politique monétaire de la *Bank of Botswana*, qui s'est réuni le 20 octobre, a décidé de maintenir son taux directeur à 2,65%. L'institution justifie sa décision par le ralentissement de l'inflation (-0,8% au mois de septembre par rapport au moins d'août). Selon la banque centrale, celui-ci devrait se poursuivre au cours des prochains trimestres, malgré plusieurs aléas à la hausse liés au contexte géopolitique de plus en plus incertain (guerre en Ukraine, rivalité entre Taiwan et la Chine, résurgence du Covid-19).

Le Ministère des Finances présente sa stratégie budgétaire à moyen-terme

Le 25 septembre, le ministère des Finances a publié sa stratégie budgétaire à moyen terme pour l'exercice 2023/2024. Les objectifs affichés sont : **i)** la stabilisation de l'environnement macroéconomique ; **ii)** l'assainissement des finances publiques, avec une réduction du déficit à 0,1% du PIB en 2024 ; **iii)** l'accélération de la digitalisation de l'économie ; **iv)** le développement des infrastructures stratégiques (écoles, hôpitaux, routes, etc.). Le ministère entend ainsi assurer la transition du pays vers une économie de la connaissance, avec l'objectif de hisser le Botswana dans la catégorie des pays à haut revenu d'ici 2036.



Namibie

La compagnie maritime suisse MSC remporte l'appel d'offre de NamPort

Le PDG de NamPort, Andrew Kanime, a annoncé que l'appel d'offres pour la gestion du nouveau terminal conteneur d'une valeur de 4 Mds NAD (223 M USD) avait été remporté par l'entreprise suisse Terminal Investment Limited, filiale de la multinationale Mediterranean Shipping Company (MSC) détenue par la famille italienne Aponte. Cette concession octroyée à une entreprise étrangère a soulevé la critique des partis de l'opposition (IPC, LPM) mais aussi du vice-président de l'association namibienne du commerce local (Naloba) qui a demandé au président d'intervenir pour que le terminal demeure entre des mains namibiennes. L'attaché de presse du président, Alfredo Hengari, a répondu que le président ne prenait pas partie dans l'attribution de marché public. Terminal Investment limited (TIL) opère déjà dans 21 pays et est en négociation avec le port de Durban pour étendre ses activités en Afrique australe. Alors que le nouveau terminal a été sous-utilisé depuis son inauguration en 2019 en ne chargeant que 168 750 unités (capacité d'utilisation du terminal à 23%), la concession accordée à TIL pour 25 ans devrait augmenter le volume de conteneurs à 750 000 unités par an. L'optimisation de la gestion du nouveau terminal stimulera donc l'emploi dans le secteur. Malgré des difficultés logistiques et un lourd service de la dette, les revenus de Namport ont crû de 11% durant l'année financière 2021/2022 grâce à l'expansion du fret maritime (+10%) et du sérieux budgétaire de l'entreprise étatique.

La Banque centrale rehausse son taux directeur de 0,75 point

Le comité de politique monétaire de la banque centrale (*Bank of Namibia*), qui s'est réuni le 26 octobre, a décidé de relever son taux d'intérêt directeur de 0,75 point pour le porter à 6,25 %. Dans son communiqué, l'institution monétaire met en avant le niveau élevé d'inflation (+5,8 % depuis le début de l'année), ainsi que la nécessité

de maintenir la parité monétaire entre le dollar namibien et le rand sud-africain dans le cadre des accords monétaires conclus entre les deux pays, pour justifier le durcissement de sa politique monétaire. Pour rappel, la banque centrale sud-africaine avait quant à elle rehaussé son taux directeur à 6,25% le 22 septembre dernier.

Le Ministre des Finances présente son budget de mi-parcours

Le 25 octobre, le ministre des Finances a présenté devant le Parlement son budget de mi-parcours pour l'exercice 2022-2023. Le gouvernement a revu légèrement à la baisse ses perspectives de croissance et table désormais sur +2,8% en 2022, contre 2,9% dans les estimations du budget présenté en février dernier. Le déficit public devrait atteindre 5,3% du PIB en 2022-2023, soit 0,3 point de moins qu'initialement prévu. Cette évolution s'explique notamment par la hausse des recettes publiques (+7% par rapport à février), sous l'effet d'une envolée des cours du diamant et de l'or. Le niveau de la dette publique devrait toutefois se maintenir à un niveau suffisamment préoccupant (69,9% sur l'exercice 2022-2023) pour que le gouvernement soit amené à prioriser son remboursement au cours des deux prochains exercices.

Malawi

Le FMI conclut un accord de principe pour un financement d'urgence

Le 21 octobre, le FMI a conclu un accord de principe avec le Malawi pour la mise en place d'un programme de financement d'urgence (*Rapid Credit Facility*) dans le cadre de l'initiative « *Food Shock Window* » (nouveau canal de financement du Fonds lancée le 5 octobre 2022, pour les pays membres qui font face à des besoins urgents de financement de leur balance des paiements et qui sont en situation d'insécurité alimentaire aiguë). Ce programme de financement, d'un montant pouvant aller

jusqu'à 88,3 millions de dollars (soit 50 % de la quote-part du Malawi au FMI), doit être présenté au Conseil d'administration du Fonds « dès que possible », sous réserve de l'engagement du pays dans un processus crédible de restructuration de sa dette. Pour rappel, le pays souffre d'une pénurie de devises et peine à financer ses importations stratégiques (carburants, produits pharmaceutiques et engrais). L'octroi d'un financement d'urgence ne constituerait qu'une solution transitoire pour le pays, qui est toujours en attente de la conclusion d'un programme de financement plus structurel (facilité de crédit élargie), en cours de négociation avec le Fonds.

Mozambique

La banque africaine de développement a approuvé un don de 2,5 M USD au gouvernement mozambicain pour développer des énergies renouvelables.

La subvention est accordée par le Fonds pour l'énergie durable en Afrique (Sefa), un mécanisme géré par la banque africaine de développement, aidera à fournir un soutien financier pour la réalisation d'études concernant la construction d'une centrale solaire flottante dans le réservoir de Chicamba. La centrale hydroélectrique de Chicamba affiche une capacité de 44 MW et la compagnie nationale d'électricité Electricidade de Moçambique (EDM) veut installer une centrale solaire flottante de 25 MW pour soutenir cette production en période d'étiage. En outre, il appuiera le financement d'une étude de faisabilité pour le stockage de systèmes de batteries sur près de dix sites, ainsi que le renforcement des capacités du personnel d'EDM et l'appui à la préparation des appels d'offres. Le don sera également utilisé pour mener des études visant à augmenter la part de la production variable d'énergie renouvelable dans le bouquet énergétique du Mozambique. La Banque africaine de développement est un acteur clé dans le secteur de l'énergie au Mozambique. Elle a déjà fourni plus de 400 M USD en financement pour le projet de gaz naturel liquéfié (GNL), d'une valeur de 20 Mds

USD. La Banque soutient la production, le transport et la distribution d'électricité. Elle soutient actuellement le projet de centrale hydroélectrique de Mphanda Nkuwa, la réhabilitation de la centrale hydroélectrique de Cahora Bassa et la construction d'une ligne de transmission du nord pour transporter l'électricité vers le sud.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international